

2024-075

VILLE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES
DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL
SÉANCE DU 25 JUIN 2024

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024			
Nombre de conseillers en exercice : 33	Nombre de conseillers présents : 23	Nombre de votants : 31	Date de la convocation : 19 juin 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-cinq juin à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Mireille SANTINI, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie FUMET, M. Thierry CAUMEIL, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Didier JULIAN, M. Thierry DENARD, Mme Valérie FERRET, Mme Béatrice ARNAUD

Avaient donné mandat :

Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, Mme Sabrina FITO à Mme Christine BÉNET, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Thierry CAUMEIL à M. Alain-Marc GARCIA, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVES, M. Thierry DENARD à Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET à M. Jean-Paul PUJOL, Mme Béatrice ARNAUD à M. Rémi PÉNAVAIRE

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Bérengère LÉCÉA

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

011-211102033-20240625-2024-075-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 02/07/2024
Publication : 02/07/2024

Pour le Maire



PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 28 MAI 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt-huit mai à 18 heures, le Conseil municipal de Lézignan-Corbières s'est rassemblé au Palais des fêtes, Avenue Maréchal Foch sous la présidence de M. le Maire, Gérard FORCADA.

Étaient présents :

M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. Guy VIVÈS, M. Michel MASUYER, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Bernard FUMET, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Claude LAVAUD, M. Thierry CAUMEIL, Mme Virginie JULIAN, M. Freddy NOLOT, M. Rémi PÉNAVAIRE, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Valérie FERRET, Mme Mireille SANTINI, Mme Ginette BARRAU-FERRET, Mme Béatrice ARNAUD, Mme Marie-Claude MARTINEZ

Étaient absents :

M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, Mme Bérengère LÉCÉA, Mme Sylvie DANRÉ, M. Jean-Paul PUJOL, Mme Martine JAFFUS, Mme Sylvie FUMET, M. Didier JULIAN, Mme Sophie BIRKENER, M. Laurent ROUGÉ, M. Fabrice CASTELEYN

Avaient donné mandat :

M. William COMBES à M. Gérard FORCADA, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ à M. Dominique JOLIS, Mme Bérengère LÉCÉA à Mme Sabrina FITO, Mme Sylvie DANRÉ à M. Michel MASUYER, M. Jean-Paul PUJOL à Mme Valérie FERRET, Mme Martine JAFFUS à M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Sylvie FUMET à M. Bernard FUMET, M. Didier JULIAN à M. Guy VIVÈS, M. Fabrice CASTELEYN à Mme Christine BÉNET

QUORUM : 17

PRÉSIDENT DE SÉANCE : Gérard FORCADA

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Guy VIVES

RAPPORTEUR : Gérard FORCADA

Ordre du jour

Fonctionnement des institutions communales

Désignation de la secrétaire ou du secrétaire de séance

1. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 27 mars 2024
2. Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 11 avril 2024
3. Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal
4. Information du Conseil municipal de la demande de protection fonctionnelle d'une élue municipale

Urbanisme

5. Actualisation des tarifs de la Taxe Locale pour la Publicité Extérieure (TLPE) pour l'année 2025

Education, animation et jeunesse

6. Convention de transmission de données entre la commune de Lézignan-Corbières et la CAF de l'Aude dans le cadre de la lutte contre l'évitement scolaire – Annexe

Citoyenneté et population

7. Convention entre la commune de Lézignan-Corbières et l'INSEE relative à l'organisation de l'enquête Familles 2025 – Annexe

Développement économique et emploi

8. Avis du Conseil municipal sur le futur schéma départemental de la solidarité territoriale de l'Aude – Annexe

Économie et commerce de proximité

9. Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

Finances

10. Décision modificative n° 1 – Budget annexe Eau potable
11. Décision modificative n° 1 – Budget annexe Assainissement
12. Adhésion au groupe Agence France Locale et engagement de garantie à première demande
13. Subventions annuelles aux associations 2024
14. Subvention exceptionnelle à l'association du collège Rosa Parks

Ressources humaines

15. Prime du pouvoir d'achat exceptionnelle – 2024
16. Créations d'emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier et à un accroissement temporaire d'activité – Exercice 2024

Questions diverses

NOTES EXPLICATIVES DE SYNTHÈSE

DOSSIER N° 1

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 27 MARS 2024

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Voir le dossier envoyé

DOSSIER N° 2

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

OBJET : APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 11 AVRIL 2024

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Voir le dossier envoyé

DOSSIER N° 3

CONSEIL MUNICIPAL DU 27 MARS 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : LISTE DES DÉCISIONS DU MAIRE PRISES DANS LE CADRE DE L'ARTICLE L. 2122-22 DU CGCT PAR DÉLÉGATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2122-22, L. 2122-23, L. 2121-29 et suivants ;

Vu la délibération n° 2020-167 du 24 septembre 2020 portant délégation d'attributions du Conseil municipal au Maire ;

Je vous rends compte des décisions suivantes prises conformément à la délégation d'attributions du Conseil municipal en ma faveur :

2024-22	27/03/2024	Convention de mise à disposition de moyens humains et matériels entre la Commune de Lézignan-Corbières et l'Union des Délégués Départementaux de l'Education Nationale de l'Aude (DDEN 11), pour l'organisation d'une exposition de panneaux créés par l'Office National des Combattants et des Victimes de Guerre (ONACVG) sur le thème « Les français libres et leur chef, le Général de Gaulle », du 22 avril au 31 mai 2024, à titre gracieux.
2024-23	17/03/2024	Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un bien meublé appartenant au domaine privé de la Commune de Lézignan-Corbières, cadastré sous le n° 138 de la section AD et situé 6 rue du Château, à titre précaire et gracieux, jusqu'au 30 avril 2024
2024-24	09/04/2024	Exercice du droit de préemption urbain sur une parcelle cadastrée AD367 sise 11 rue Laménais. Acquisition par la commune de cette propriété afin de réaliser une réserve foncière dans le cadre du projet de requalification et de redynamisation du centre ancien de Lézignan-Corbières. Superficie de 48 m2 pour le prix de 15 000 euros.

2024-25	29/03/2024	Bail de location actualisé, suite à la demande formulée par Mme MUNOZ, Présidente de l'association Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (CIDFF) afin de disposer d'autres locaux dans l'immeuble déjà occupé par l'association, situé au 24 bis boulevard Léon Bourgeois 11200 Lézignan-Corbières, moyennant un loyer mensuel de 1 761,97 €, à compter du 1er avril 2024, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.
2024-26	15/04/2024	Annule et remplace la Décision du Maire DM 2024-20 Bail de location avec le Pôle Education Parentalité Scolarité Aude (PEPS Aude) dans l'immeuble communal sis 8 avenue Georges Clemenceau, à compter du 1er mars 2024 et pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, moyennant un loyer mensuel de 610,00 € TTC
2024-27	02/05/2024	Convention de mise à disposition d'un bien communal public à titre précaire entre la Commune et Mme LC : maison individuelle située 6 rue du château - Lézignan-Corbières, à titre précaire et gracieux ; à partir du 02 mai 2024 et pour une durée d'un mois.
2024-28	12/03/2024	Convention de mise à disposition d'un local communal public à titre gracieux entre la Commune et Mutualia Alliance Santé, située 9 cours de la République, sur la parcelle cadastrée AD522 ; à partir du mois de mai 2024, le 2eme vendredi du mois, de 9 heures à 12 heures, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.
2024-29	03/05/2024	Convention de mise à disposition d'un local communal public à titre gracieux entre la Commune et l'Habitat Logement Méditerranée, Agence immobilière sociale, située 9 cours de la République, sur la parcelle cadastrée AD522 ; à partir du mois de mai 2024, le 3eme vendredi du mois, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 17 heures, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.
2024-30	14/05/2024	Autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'un mobil home suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée aux ayants droit de M. André ANTOINE, jusqu'au 1 ^{er} août 2024 contre une redevance mensuelle de 30 euros.
2024-31	14/05/2024	Autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'un mobil home suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à M. et Mme STINNE, jusqu'au 1 ^{er} août 2024 contre une redevance mensuelle de 30 euros.
2024-32	14/05/2024	Autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'un mobil home suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à M. et Mme GAITAN, jusqu'au 1 ^{er} août 2024 contre une redevance mensuelle de 30 euros.
2024-33	14/05/2024	Autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'un mobil home suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à Mme BORT jusqu'au 1 ^{er} août 2024 contre une redevance mensuelle de 30 euros.

2024-34	14/05/2024	Autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'une caravane suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à M. et Mme CHARLES jusqu'au 1 ^{er} septembre 2024 contre une redevance mensuelle de 20 euros.
2024-35	14/05/2024	Autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'une caravane suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à M. et Mme JUMEAU jusqu'au 1 ^{er} septembre 2024 contre une redevance mensuelle de 20 euros.
2024-36	14/05/2024	Autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'une caravane suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à M. et Mme NEILL jusqu'au 1 ^{er} septembre 2024 contre une redevance mensuelle de 20 euros.
2024-37	14/05/2024	Autorisation d'occupation temporaire d'un emplacement du terrain de camping municipal pour le stationnement d'une caravane suite à la fin de la gestion du camping par la Sté Camping La Pinède et la fermeture du camping pour la saison 2024. Octroyée à M. et Mme THYS jusqu'au 1 ^{er} septembre 2024 contre une redevance mensuelle de 20 euros.

Il est demandé au Conseil municipal de prendre acte de la communication de ces informations.

DOSSIER N° 4

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : CHRISTINE BÉNET

OBJET : INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA DEMANDE DE PROTECTION FONCTIONNELLE D'UNE ÉLUE MUNICIPALE

Vu la loi n° 2024-247 du 21 mars 2024 renforçant la sécurité et la protection des maires et des élus locaux,

Vu l'article L. 2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le courrier demandant la protection fonctionnelle adressée par Mme Sylvie DANRÉ au Maire, M. Gérard FORCADA en date du 16 mai 2024,

Le véhicule de Mme Sylvie DANRÉ, 7^e Adjointe au Maire, a été dégradé alors qu'il était stationné sur la voie publique entre le vendredi 19 et le samedi 20 avril 2024. Ces dégradations ont été constatées par celle-ci le samedi 20 avril au matin, à la suite de l'alerte donnée par un de ses voisins. Mme DANRÉ s'est rendue au poste de gendarmerie nationale de Léznigan-Corbières pour déposer une plainte le lundi 22 avril en matinée et a sollicité la mise en œuvre de la protection fonctionnelle de la collectivité ainsi que la prise en charge des frais afférents.

L'article L. 2123-35 du CGCT dispose que le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par les lois et règlements.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal de prendre acte de la mise en œuvre de la protection fonctionnelle de Mme Sylvie DANRÉ, 7^e Adjointe au Maire, de la prise en charge et de la réparation qui en résultent relativement à la procédure juridictionnelle liée à cette affaire.

DOSSIER N° 5

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : DIRECTION DES SERVICES TECHNIQUES

THÈME : URBANISME

RAPPORTEUR : MICHEL MASUYER

OBJET : ACTUALISATION DES TARIFS DE LA TAXE LOCALE POUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE (TLPE) POUR L'ANNÉE 2025

Vu l'article 171 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de Modernisation de l'économie ;
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2333-6 à L.2333-16 et R. 2333-10 à R. 2333-17 ;
Vu les articles L. 454-39 à L. 454-62 du Code des impositions sur les biens et les services ;
Vu le Décret n° 2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure ;
Vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 juin 2010 fixant les modalités de la Taxe Locale pour la Publicité Extérieure sur le territoire communal ;
Vu l'actualisation des tarifs maximaux applicables en 2025 ;

Considérant que les dispositions des articles L. 2333-6 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT) concernent les modalités d'instauration et d'application par le Conseil municipal de la TLPE.

Considérant que conformément à l'article 171 de la loi de Modernisation de l'Economie du 4 août 2008, le conseil municipal du 30 juin 2010 a délibéré pour fixer les modalités de la TLPE sur le territoire de la commune.

Considérant que conformément à l'article L. 2333-9 du CGCT, la ville de Lézignan-Corbières a décidé, à compter du 1^{er} novembre 2011, de fixer les tarifs des différents dispositifs publicitaires, enseignes et pré-enseignes à 100% des tarifs maximaux (les enseignes dont la somme des superficies est inférieure ou égale à 7 m² avaient été exonérées de cette taxe).

Considérant que l'article L. 2333-12 du CGCT précise qu'à l'expiration de la période transitoire, les tarifs sont relevés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant-dernière année.

Considérant que le taux de variation applicable aux tarifs de la TLPE pour 2025 s'élève ainsi à + 4,8 % (source INSEE). Le tarif de référence pour la détermination des différents tarifs fixés à l'article L.2333-9 du CGCT s'élèvera en 2025 à 18,60 €/m².

Il est proposé au Conseil municipal :

1/ De maintenir l'exonération de plein droit des enseignes dont la superficie totale cumulée est inférieure ou égale à 7m².

2/ D'indexer automatiquement les tarifs de la TLPE dans une proportion égale aux taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant dernière année.

3/ De fixer les tarifs selon les données décrites ci-dessous :

Enseignes			Dispositifs publicitaires et pré enseignes (supports non numériques)		Dispositifs publicitaires et pré enseignes (supports numériques)	
Superficie inférieure ou égale à 12m²	Superficie entre 12m² et 50m²	Superficie supérieure à 50m²	Superficie inférieure ou égale à 50m²	Superficie supérieure à 50m²	Superficie inférieure ou égale à 50m²	Superficie supérieure à 50m²
18,60 €/m²	37,10 €/m²	74,20 €/m²	18,60 €/m²	37,10 €/m²	55,70 €/m²	111,20 €/m²

4/ D'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires au recouvrement de cette taxe et à la mise en œuvre de cette délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 6

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉDUCATION, ANIMATION ET JEUNESSE

RAPPORTEURE : SABRINA FITO

OBJET : CONVENTION DE TRANSMISSION DE DONNÉES ENTRE LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES ET LA CAF DE L'AUDE DANS LE CADRE DE LA LUTTE CONTRE L'ÉVITEMENT SCOLAIRE – ANNEXE

Vu le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable depuis le 25 mai 2018,

Vu la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles,

Vu la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République et son décret d'application n° 2022-184 du 15 février 2022,

Vu le Code de l'éducation, et notamment ses articles L. 131-6 et R. 131-10-3

Depuis la rentrée scolaire 2022, une instance départementale chargée de la prévention de l'évitement scolaire a été créée afin d'œuvrer en collaboration avec les différents services déconcentrés.

Le décret du 15 février 2022 précise que son rôle est de « *favoriser l'échange et le croisement d'informations entre les services municipaux, les services du Conseil départemental, les organismes débiteurs de prestations familiales et la direction des services départementaux de l'éducation nationale afin de repérer les enfants soumis à l'obligation scolaire qui ne sont pas inscrits dans un établissement d'enseignement public ou privé et qui n'ont pas fait l'objet d'une autorisation d'instruction dans la famille* ».

Afin de mettre en œuvre sur le plan communal cette politique nationale, il est nécessaire que la commune passe une convention avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Aude pour notamment améliorer le suivi de l'obligation d'assiduité scolaire.

Cette convention, annexée à la présente, a pour objet de définir les modalités de constitution et de transmission par la CAF à la ville des données prévues à l'article R. 131-10-3 du Code de l'éducation, et de formaliser les engagements réciproques des parties.

La CAF transmettra ces données à la ville une fois par an à la demande de celle-ci. La durée de la convention sera d'une année et sa reconduction se fera de manière tacite.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention de transmission de données entre la CAF de l'Aude et la commune de Lézignan-Corbières dans le cadre de la lutte contre l'évitement scolaire, telle qu'annexée à la présente.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 7

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : CITOYENNETÉ ET POPULATION

RAPPORTEUR : GUY VIVÈS

OBJET : CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE LÉZIGNAN-CORBIÈRES ET L'INSEE RELATIVE À L'ORGANISATION DE L'ENQUÊTE FAMILLES 2025 – ANNEXE

Vu le courrier adressé à M. le Maire par la Direction régionale d'Occitanie de l'INSEE en date du 4 avril 2024,

L'INSEE organise chaque année en collaboration avec les communes, le recensement de la population. En 2025, une autre enquête sera associée au recensement de la population : il s'agit de « l'enquête Familles » dont l'objectif est de mieux connaître les modes de vie des familles d'aujourd'hui. Cette enquête réalisée par l'INSEE depuis 1954 est conduite tous les dix ans afin de saisir les grandes évolutions de la société, et à mieux comprendre la diversité des situations familiales (familles recomposées, monoparentales, veuvage...) et les modes de vie des familles (lieu de résidence des enfants de parents séparés, solidarités familiales entre générations ou encore transmission familiale des langues parlées...)

Elle est menée auprès d'un échantillon de 2 000 communes environ, tirées au sort sur l'ensemble du territoire. La commune de Lézignan-Corbières a été sélectionnée pour participer à l'enquête de 2025. Il est à noter que les réponses à cette enquête se feront en même temps et selon les mêmes modalités que celles du recensement de la population.

Afin de participer à cette enquête, il est nécessaire que la commune de Lézignan-Corbières passe une convention avec la Direction Régionale de l'INSEE d'Occitanie dont l'objet est de décrire les opérations à réaliser dans le cadre de l'enquête Familles de 2025.

Il est donc demandé au Conseil municipal :

1/ D'approuver la convention entre la commune de Lézignan-Corbières et l'INSEE relative à l'organisation de l'enquête Familles 2025 annexée à la présente délibération.

2/ D'autoriser M. le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 8

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : DIRECTION GÉNÉRALE DES SERVICES

THÈME : FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS COMMUNALES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LE FUTUR SCHÉMA DÉPARTEMENTAL DE LA SOLIDARITÉ TERRITORIALE DE L'AUDE – ANNEXE

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République,
Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,
Vu l'article L. 3211-1-1 du Code général des collectivités territoriales,
Vu l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la demande d'avis envoyée à M. le Maire par la Présidente du Conseil départemental de l'Aude en date du 5 avril 2024,

Dans le cadre de la loi portant sur la nouvelle organisation de la République (dite loi NOTRe), le Département s'est vu confier des compétences en matière de solidarités et de cohésion territoriale sur le territoire départemental.

La loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et la simplification de l'action publique locale (dite loi 3DS) dispose que le Département doit désormais élaborer un schéma départemental de la solidarité territoriale. Ce schéma définit pour une durée de six ans un programme d'actions destiné à permettre, dans les domaines de compétences du Département, un développement équilibré du territoire départemental afin de faciliter l'accès aux services et équipements de proximité.

Ce nouveau schéma sera présenté à l'assemblée départementale le 20 juin prochain. Comme prévu par la loi, il est soumis en amont pour avis au Conseil régional, aux organes délibérants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre situés sur le territoire départemental.

Il est donc demandé au Conseil municipal de donner un avis (favorable ou non favorable) relatif au projet de ce schéma départemental de la solidarité territoriale de l'Aude tel qu'il est annexé à la présente.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 9

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : DÉVELOPPEMENT ET POPULATION

THÈME : ÉCONOMIE ET COMMERCE DE PROXIMITÉ

RAPPORTEURE : SYLVIE DANRÉ

OBJET : AIDES A L'ÉCONOMIE. SOUTIEN À L'INSTALLATION PÉRENNE D'ENTREPRISES COMMERCIALES OU ARTISANALES EN CENTRE-VILLE

Par les délibérations n° 2018-031 du 27 mars 2018, n° 2019-144 du 13 novembre 2019 et n° 2021-139 du 13 décembre 2021, le conseil municipal a décidé de mettre en œuvre une aide directe à l'installation ou à la reprise d'entreprises commerciales ou artisanales en cœur de ville. Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 € dont la première partie, soit 1 500 euros, est versée au bout de 6 mois d'exercice effectif de l'activité, et la seconde, soit les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La commission municipale qui s'est réunie le 7 mai 2024 a examiné les dossiers suivants :

➤ Demande de premier versement :

- « **Villas Bâtiments Conception** » implanté 2 Avenue Maréchal Foch.

Société de maîtrise d'ouvrage – assistance démarches administratives liées aux projets de réhabilitation / rénovation et construction, géré par M. Paul LEDOGAR

Le dossier est réputé complet

- « **Lézi'piz** » implanté 32 Cours de la République
Pizzeria gérée par M. Romain ENGELS
Le dossier est réputé complet
- « **Biboutique** » implanté Rue Guynemer
Commerce de vêtements d'enfants géré par Mme Anaïs CONDAMINAS
Le dossier est réputé complet – cependant la boutique ferme au 31/05/2024
- « **My réseau Immo** » implanté 39 Cours Lapeyrouse
Agence Immobilière gérée par Mme Amélie DOUBLET
L'article 3 du règlement concernant les aides à l'installation exclut les agences immobilières
- « **La Villa Eugénie** » implantée 6 Rue du 24 Février
Location de logements de courte durée géré par Mme Delphine MALDONADO
L'activité ne correspond pas aux critères du règlement
 - Demande de second versement et solde :
L'attribution de la première partie de cette subvention avait été approuvée par la délibération 2023-144 du conseil municipal du 27 septembre 2023
- « **Speed Queen Laverie** » implanté 42 Avenue Wilson, Laverie automatique gérée par Mme Marion CANCEL et Thomas VIDAL. Le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide
- « **Maz Concept Store** » implanté 17 Cours de la République, commerce de vêtements géré par M. Grégory MAZARD. Le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide
- « **GTL Digital** » implanté 12 Cours de la République, magasin d'informatique géré par Mme Gaëtan GENTIL. Le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide

La commission municipale qui s'est réunie le 7 mai 2024 a émis les avis suivants :

VERSEMENT DE LA PREMIERE PARTIE :

- « **Villas Bâtiments Conception** » implanté 2 Avenue Maréchal Foch.
Société de maîtrise d'ouvrage – assistance démarches administratives liées aux projets de réhabilitation / rénovation et construction, géré par M. Paul LEDOGAR
Le dossier est réputé complet
- « **Lézi'piz** » implanté 32 Cours de la République
Pizzeria gérée par M. Romain ENGELS
Le dossier est réputé complet

AVIS DÉFAVORABLE :

- « **Biboutique** » implanté Rue Guynemer
Commerce de vêtements d'enfants géré par Mme Anaïs CONDAMINAS
Le dossier est réputé complet – cependant la boutique ferme au 31/05/2024
- « **My réseau Immo** » implanté 39 Cours Lapeyrouse
Agence Immobilière gérée par Mme Amélie DOUBLET
L'article 3 du règlement concernant les aides à l'installation exclut les agences immobilières.
- « **La Villa Eugénie** » implanté 6 Rue du 24 Février
Location de logements de courte durée géré par Mme Delphine MALDONADO
L'activité ne correspond pas aux critères du règlement.

VERSEMENT DE LA SECONDE PARTIE ET SOLDE :

- « **Speed Queen Laverie** » implanté 42 Avenue Wilson, Laverie automatique gérée par Mme Marion CANCEL et Thomas VIDAL. Le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide
- « **Maz Concept Store** » implanté 17 Cours de la République, commerce de vêtements géré par M. Grégory MAZARD. Le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide
- « **GTL Digital** » implanté 12 Cours de la République, magasin d'informatique géré par Mme Gaëtan GENTIL. Le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide

Il est donc proposé au Conseil municipal :

- 1/ **D'approuver** la proposition de la commission municipale telle que détaillée ci-dessus
- 2/ **De verser** les subventions sur l'exercice budgétaire 2024 sous conditions prévues par les délibérations susvisées, selon les crédits inscrits au compte 20422, opération 252 du Budget principal 2024
- 3/ **D'autoriser** M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 10

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N°1 – BUDGET ANNEXE EAU POTABLE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2313-1,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu la délibération n°2024-052 du 11 avril 2024 approuvant le Budget Principal et les Budgets annexes Eau potable et Assainissement de l'exercice comptable 2024,

La décision modificative n°1 relative au Budget Annexe Eau potable correspond à un réajustement de crédit afin de corriger le résultat d'investissement en faisant apparaître le besoin à couvrir au travers du compte 1068. Ce réajustement est fixé à un montant de **19 289,43 €**.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n°1.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT									
Fonc t°	Natur e	Opérat °	Servi ce	An t.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
	2151				21	474 788,93	19 289,43	494 078,36	réajustement de crédits
TOTAL							19 289,43		
RECETTES D'INVESTISSEMENT									
Fonc t°	Natur e	Opérat °	Servi ce	An t.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
	1068				1068	0,00	19 269,43	19 269,43	compte résultat
	001				001	302 343,33	20,00	302 363,33	excédent reporté
TOTAL							19 289,43		

Pour le Budget annexe Eau potable, vous trouverez ci-après les équilibres de la section de fonctionnement et d'investissement résultant de ces éléments :

PRÉSENTATION DES MOUVEMENTS D'ÉQUILIBRES

BUDGET EAU POTABLE	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	19 289,43	19 289,43
TOTAL	19289,43	19289,43

Dont écritures réelles	DEPENSES	RECETTES
INVESTISSEMENT	19 289,43	19 289,43
TOTAL	19289,43	19289,43

Dont écritures d'ordre	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses qu'en recettes à hauteur de **19 289,43 €**.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits, Il est demandé au Conseil Municipal :

1/ D'approuver la décision modificative n° 1 du Budget Eau Potable pour l'exercice 2024.

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 11

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

OBJET : DÉCISION MODIFICATIVE N°1 – BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2313-1,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M49,

Vu la délibération n°2024-052 du 11 avril 2024 approuvant le Budget Principal et les Budgets annexes Eau potable et Assainissement de l'exercice comptable 2024,

La décision modificative n°1 relative au Budget Annexe Assainissement correspond à un réajustement de crédit afin de soustraire un engagement non soldé de 2023, de la section d'investissement, dans l'affectation du résultat de l'exercice 2023. Ce réajustement est fixé à un montant de - **40 394,82 €**.

Le tableau synthétique ci-après présente les inscriptions budgétaires concernées par cette décision modificative n°1.

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
	6068				011	5 005,86	-1 435,72	3 570,14	réajustement de crédits
	6063				011	40 000,00	-30 000,00	10 000,00	réajustement de crédits
	617				011	10 000,00	-5 000,00	5 000,00	réajustement de crédits
	61523				011	7 000,00	-5 000,00	2 000,00	réajustement de crédits
TOTAL							-41 435,72		
RECETTES DE FONCTIONNEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
	002				002	319 540,86	-41 435,72	278 105,14	ajustement de crédits
TOTAL							-41 435,72		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
	2151	110			21	266 974,10	1 040,90	268 015,00	réajustement de crédits
TOTAL							1 040,90		
RECETTES D'INVESTISSEMENT									
Fonct°	Nature	Opérat°	Service	Ant.	Chap.	BP	DM N°1	crédit suite DM N°1	Libellé
	001				001	147 843,70	-41 435,72	106 407,98	excédent d'investissement
	1068				1068	0,00	42 476,62	42 476,62	ajustement de crédits
TOTAL							1 040,90		

Pour le budget annexe ASSAINISSEMENT vous trouverez ci-après les équilibres de la section de fonctionnement et d'investissement résultant de ces éléments :

PRÉSENTATION DES MOUVEMENTS D'ÉQUILIBRES

BUDGET ASSAINISSEMENT	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	-41 435,72	-41 435,72
INVESTISSEMENT	1 040,90	1 040,90
TOTAL	-40 394,82	-40 394,82

Dont écritures réelles	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	-41 435,72	-41 435,72
INVESTISSEMENT	1 040,90	1 040,90
TOTAL	-40 394,82	-40 394,82

Dont écritures d'ordre	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT	0,00	0,00
INVESTISSEMENT	0,00	0,00
TOTAL	0,00	0,00

Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées section par section et en totalité tant en dépenses qu'en recettes à hauteur de - **40 394,82 €**.

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédits et à des virements de crédits, Il est demandé au Conseil Municipal :

1/ D'approuver la décision modificative n° 1 du Budget Assainissement pour l'exercice 2024.

2/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 12

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : ADHÉSION AU GROUPE AGENCE FRANCE LOCALE ET ENGAGEMENT DE GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1611-3-2 et son article D. 1611-41,

Vu le livre II du Code de commerce,

Vu la note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération visée à l'article D. 1611-41, 3° du CGCT et précisant l'effectivité du respect des critères mentionnés à l'article D. 1611-41° du CGCT figurant en Annexe 1,

Vu l'Annexe 2 présentant le groupe Agence France Locale (AFL),

Il est demandé au Conseil Municipal :

1/ D'approuver l'adhésion de la commune de Lézignan-Corbières à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;

2/ D'approuver la souscription d'une participation au capital de l'Agence France Locale – Société Territoriale d'un montant global de **84 800 euros** (l'ACI) de la commune de Lézignan-Corbières, établi sur la base des Comptes de l'exercice **(2023)** :

- en incluant le budget principal : oui
- en excluant les budgets annexes suivants : oui (Eau potable et Assainissement)
- en incluant les budgets annexes suivants : non (Eau potable et Assainissement)
- Encours de dette (2023) : 9 415 719 EUR

3/ De constater l'inscription de la dépense correspondant au paiement de l'ACI au chapitre 26 (section Investissement) du budget de la commune de Lézignan-Corbières 2024

4/ D'autoriser Monsieur Le Maire à procéder au paiement de cette participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale et selon les modalités suivantes : **Paiement en 3 fois**

Année 2024 28 300 Euros

Année 2025 28 300 Euros

Année 2026 28 200 Euros

5/ D'autoriser Monsieur Le Maire à signer le contrat de séquestre si ce compte devait être ouvert pour le versement des tranches d'apport en capital

6/ D'autoriser Monsieur Le Maire à signer l'acte d'adhésion au Pacte d'actionnaires

7/ D'autoriser Monsieur Le Maire à prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de la commune de Lézignan-Corbières à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;

8/ De désigner Gérard FORCADA, en sa qualité de Maire, et Ivan IFCIC, en sa qualité de Directeur Général des Services, en tant que représentants titulaire et suppléant de la commune de Lézignan-Corbières à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale ;

9/ D'autoriser le représentant titulaire de la commune de Lézignan-Corbières ou son suppléant à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (Conseil d'Administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, Conseil de Surveillance, Conseil d'Orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;

10/ D'octroyer une garantie autonome à première demande (ci-après « *la Garantie* ») de la commune de Lézignan-Corbières dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale (les Bénéficiaires) :

- le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2024 est égal au montant maximal des emprunts que la commune de Lézignan-Corbières est autorisée à souscrire pendant l'année 2024,
- la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la commune de Lézignan-Corbières pendant l'année 2024 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours,
- la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et :
 - si la Garantie est appelée, la commune de Lézignan-Corbières s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de cinq jours ouvrés ;
 - le nombre de Garanties octroyées par Monsieur Le Maire au titre de l'année 2024 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et sous réserve que le montant maximal de chaque Garantie soit égal au montant tel qu'il figure dans l'engagement de garantie.

11/ D'autoriser Monsieur Le Maire ou son représentant, pendant l'année 2024, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la commune de Lézignan-Corbières, dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexe ;

12/ D'autoriser Monsieur Le Maire à :

- prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par la commune de Lézignan-Corbières aux créanciers de l'Agence France Locale bénéficiaires des Garanties ;
- engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents ;

13/ D'autoriser Monsieur Le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DOSSIER N° 13

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : RESSOURCESTHÈME : FINANCESRAPPORTEUR : GÉRARD FORCADAOBJET : SUBVENTIONS ANNUELLES AUX ASSOCIATIONS 2024

Vu l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la circulaire du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations,

Vu l'instruction budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération n° 2024-52 du 11 avril 2024 portant vote du Budget principal et des Budgets annexes Eau Potable et Assainissement pour l'exercice 2024 ;

Conformément au Code Général des Collectivités Territoriales et à l'instruction budgétaire et comptable M57, le Conseil Municipal délibère sur le versement des subventions annuelles aux associations.

Il y a lieu de réaffirmer et de concrétiser le soutien de la municipalité à la vie associative. En effet, les associations listées ci-dessous participent au développement d'actions d'intérêt local et les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Le Conseil Municipal lors de sa séance du 23 janvier 2024 a voté le versement d'acomptes à certaines associations sur les subventions de fonctionnement 2024 dans l'attente du vote du budget afin de leur éviter des difficultés de trésorerie.

Il est proposé aujourd'hui au Conseil Municipal d'arrêter les montants des subventions annuelles aux associations pour l'année 2024 selon le tableau ci-dessous. Les acomptes déjà versés seront ainsi soustraits du solde pour les associations qui en ont bénéficié.

Il est à noter que le versement de la subvention interviendra uniquement si le dossier est réputé complet.

Il est donc proposé au conseil municipal de verser aux associations les subventions annuelles comme suit :

SUBVENTIONS ANNUELLES DE FONCTIONNEMENT ACOMPTES INCLUS

ASSOCIATIONS	2024
ACCA CHASSE	1 500 €
CINEMAUDE (acompte versé de 10 000€, délibération n°2024-013)	15 000 €
CINE CLUB LE PALACE	500 €
DÉFICIENTS VISUELS DE L'AUDE	150 €
ESPACE GIBERT (convention d'objectifs pluriannuels 2022-2024)	40 000 €
ASS. SPORTIVE AUTOMOBILE CORBIERES - ASA	5 000 €
ESPACE CHOREGRAPHIQUE DE DANSE	900 €
FCL LES MEUNIER	500 €
LEZI EN FETES	1 200 €
LIGUE CONTRE LE CANCER	700 €
INNER WHEEL LEZIGNAN	300 €
OUTIL EN MAIN	300 €
PLAISIR DE PEINDRE	300 €

PREVENTION ROUTIERE DE L'AUDE	300 €
PROMAUDE (convention d'objectifs pluriannuels 2022-2024) Acompte versé de 10 000€ (délibération n°2024-042)	32 000 €
SOCIETE DE TIR LA PATRIOTE	3 500 €
UNION FOOTBALLISTIQUE LEZIGNANAIS - UFL	22 000 €
MJC (convention d'objectifs pluriannuels 2022-2024) Acompte versé de 15 000€ (délibération n°2024-013)	125 000 €
FCL (convention d'objectifs pluriannuels 2022-2024) Acompte versé de 50 000€ (délibération n°2024-013)	150 000 €
AMI (convention d'objectifs 2022-2024)	66 000 €
ASSOCIATION USEP ECOLE FREDERIC MISTRAL	4 000 €
ASSOCIATION PETITS MUSCLES FRANCOISE DOLTO	992 €
BTP CFA LANGUEDOC ROUSSILLON	600 €
INITIATIVE SOLIDAIRE INSERTION S (ISIS)	500 €
CLUB DE LOISIRS DU MOULIN	800 €
CLUB LES JONQUILLES	1 000 €
COMITE DES ANCIENS COMBATTANTS ET VI Acompte versé de 150€ (délibération n°2024-013)	500 €
COOPERATIVE SCOLAIRES ECOLE DAUDET	1 248 €
CROIX ROUGE FRANCAISE LEZIGNANAISE	800 €
FNACA	500 €
JARDINAUDE ASSOCIATION CLUB LEZIGNANAIS	300 €
MP2 ENVIRONNEMENT	5 000 €
COOP SCOLAIRE ECOLE MARIE CURIE	1 496 €
LEZI BASKET	1 500 €
ENTENTE BOULISTE	800 €
L'ATELIER DANSE ET GYM	900 €
SECOURS CATHOLIQUE	800 €
RANDONNEURS LEZIGNANAIS VELO CLUB	750 €
SNEMM	200 €
AMICALE DE LA POLICE MUNICIPALE	500 €
TAEKWONDO MAIN HO ASSOCIATION	800 €

MONTANT TOTAL :

489 136 €

Il est demandé au Conseil Municipal :

1/ De verser aux associations énumérées ci-dessus les subventions annuelles pour l'exercice 2024, pour un montant total de 489 136 euros, réparti comme détaillé ci-dessus, sous réserve de la réception des dossiers complets de demande de subvention.

2/ De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2024 à l'imputation comptable 65748. budget qui a été adopté par la délibération n° 2024-052 du 11 avril 2024.

3/ D'autoriser M. le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 14

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : FINANCES

OBJET : SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ASSOCIATION DU COLLÈGE ROSA PARKS

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

Considérant que pour l'accomplissement des missions d'intérêt général présentant un intérêt local, les associations de la loi du 1er juillet 1901 qui œuvrent dans le domaine social, culturel ou sportif peuvent, en tant qu'organisme à but non lucratif, recevoir des aides de la commune.

Considérant que la commune a fait l'objet d'une sollicitation par deux enseignants (une enseignante de l'école Marie Curie et une autre du collège Rosa Parks) afin d'amener à Paris 40 élèves et 8 accompagnants pour participer au concert AMOPA (l'Association des Membres de l'Ordre des Palmes Académiques) qui se déroulera le 8 juin 2024 au cours duquel ils présenteront un spectacle.

La durée du séjour est de 4 jours soit du 7 juin 2024 au 10 juin 2024. Le reste du temps passé dans la capitale donnera la possibilité aux élèves de découvrir des lieux emblématiques et d'enrichir leurs perceptions artistiques et culturelles.

L'objectif est de participer financièrement aux frais de transports, de nourriture et d'hébergements.

L'aide financière sollicitée pour ce projet revêt de nombreux objectifs pédagogiques et valorisera la formation des élèves de notre commune. L'association participera bien au développement d'actions d'intérêt local.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours, il est donc proposé au Conseil municipal :

1/ D'apporter un soutien financier à ce projet.

2/ De fixer le montant de la subvention à 3 700 euros, attribuée à l'Association du collège Rosa Parks, support de ce projet.

3/ D'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier et à en assurer l'exécution.

Il convient d'en délibérer.

DOSSIER N° 15

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : PRIME POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE – 2024

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis préalable du Comité Social Territorial en date du 28 mai 2024

Considérant la possibilité accordée aux collectivités territoriales de mettre en place une prime à titre exceptionnel,

Considérant que le montant de cette prime est modulable en fonction du niveau de rémunération des agents publics dans le respect des plafonds définis réglementairement,

Considérant que les crédits correspondants sont inscrits au budget,

Il est rappelé à l'assemblée délibérante que les collectivités territoriales peuvent instituer une prime de pouvoir d'achat forfaitaire au bénéfice des agents publics de la fonction publique territoriale.

Monsieur le Maire propose de soutenir le pouvoir d'achat des agents de la collectivité en instaurant une prime exceptionnelle.

Pour être éligibles à la prime, les agents (titulaires, stagiaires et contractuels de droit public) doivent remplir plusieurs conditions cumulatives :

- avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, sachant que la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées ne sont pas à prendre en compte.

L'assemblée délibérante détermine les montants de la prime alloués aux agents, sans toutefois pouvoir dépasser des plafonds, fixés en fonction d'un barème identique à celui qui s'applique à l'État et aux employeurs hospitaliers (article 5 du décret n°2023-1006 du 31/10/2023). Le montant maximum versé individuellement peut osciller entre 300 et 800 euros bruts.

Dans le respect de la réglementation, il est proposé de réduire le montant de la prime individuelle à proportion de 40% du plafond maximum déterminé par le décret, en fonction des tranches de rémunération brute perçue par les agents sur la période de référence.

La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle sera versée aux agents qui remplissent les conditions réglementaires selon le barème suivant :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant brut de la prime de pouvoir d'achat <i>(plafonds fixés par le décret)</i>
Inférieure ou égale à 23 700 €	480€ <i>(plafond 800 €)</i>
Supérieure à 23 700 € et inférieure ou égale à 27 300 €	420€ <i>(plafond 700 €)</i>
Supérieure à 27 300 € et inférieure ou égale à 29 160 €	360€ <i>(plafond 600 €)</i>
Supérieure à 29 160 € et inférieure ou égale à 30 840 €	300€ <i>(plafond 500 €)</i>
Supérieure à 30 840 € et inférieure ou égale à 32 280 €	240€ <i>(plafond 400 €)</i>
Supérieure à 32 280 € et inférieure ou égale à 33 600 €	210€ <i>(plafond 350 €)</i>
Supérieure à 33 600 € et inférieure ou égale à 39 000 €	180€ <i>(plafond 300 €)</i>

(montant inscrits à titre indicatif pour un agent à temps complet et à temps plein, ayant travaillé toute la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023)

Le montant de la prime sera réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023.

Cette prime sera versée en un versement unique avant le 30 juin 2024.

L'attribution de la prime exceptionnelle à chaque agent fera l'objet d'un arrêté individuel conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération.

Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

1/ **D'approuver** la mise en place de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle.

2/ **D'autoriser** le versement exceptionnel au mois de juin 2024, d'une prime individuelle dans le respect des montants déterminés.

Il convient d'en délibérer

DOSSIER N° 16

CONSEIL MUNICIPAL DU 28 MAI 2024

PÔLE : RESSOURCES

THÈME : RESSOURCES HUMAINES

RAPPORTEUR : GÉRARD FORCADA

OBJET : CRÉATIONS D'EMPLOIS NON PERMANENTS POUR FAIRE FACE À DES BESOINS LIÉS À UN ACCROISSEMENT SAISONNIER ET À UN ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ – EXERCICE 2024

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment ses articles L. 332-22 à L. 332-26,
Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,
Vu la délibération n° 2023-169 du 08 décembre 2023,

Au cours de l'année, et pour permettre la continuité du service public, la commune peut avoir recours à des recrutements sur des emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier et/ou un accroissement temporaire d'activité dans les services municipaux (administratif, ouverture de la piscine en saison estivale notamment).

En plus des besoins définis et délibérés le 08 décembre 2023, les emplois non permanents occupés par des agents recrutés sous contrat à durée déterminée sont les suivants :

-Pour les saisonniers :

- au maximum 4 mensualités dans le grade adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C.

-Pour les accroissements temporaires d'activités :

- au maximum 2 ETP dans le grade adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l'indice du grade de recrutement. En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

1/ **D'autoriser** pour l'année 2024, dans la limite des crédits prévus à cet effet, la création des emplois non permanents décrits ci-dessus ;

2/ **De valider** l'inscription au budget, au chapitre 012, des crédits nécessaires à la réalisation de cette délibération ;

3/ **D'autoriser** M. le Maire prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Il convient d'en délibérer.

TENEUR DES DISCUSSIONS

Monsieur le Maire ouvre la séance à 18h.

M. FORCADA : Bonsoir à tous, merci d'être présents. Vous voyez qu'il y a quelques absents ce soir, notamment une de nos collègues qui a un problème de santé important depuis hier soir, Madame JOLIS-PAILHIEZ. Une grande pensée pour elle et sa famille dans la difficulté qu'ils traversent.

Le secrétaire de séance ce soir sera Monsieur Guy VIVÈS qui va procéder à l'appel.

[Il est procédé à l'appel des présents.]

M. VIVÈS : Le quorum est atteint. Il est 18 heures. Je déclare la séance du Conseil municipal ouvert.

M. FORCADA : Merci. Je rappelle aussi que tout intéressé à l'affaire qui sera évoquée dans toutes les délibérations est tenu de se manifester et de sortir de la salle lors des débats et du vote d'une délibération. Je remercie M. Thierry DENARD de nous avoir informés pour le dossier numéro 9 pour lequel il sera concerné.

1 - Approbation du PV de la séance du Conseil municipal du 27 mars 2024

M. FORCADA : Le dossier numéro 1, c'est l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 27 mars. Est-ce qu'il appelle des remarques ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

2 - Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 11 avril 2024

M. FORCADA : Même question pour l'approbation du procès-verbal de la séance du Conseil municipal du 11 avril.

M. PÉNAVAIRE : Ce n'est pas une remarque. Comme nous avons évoqué la question de la crèche, je voulais savoir où en était l'arpentage que vous aviez promis de faire.

M. FORCADA : L'arpentage ne concerne pas la crèche directement puisque c'est une compensation. Cela concerne le conservatoire de musique et l'auditorium. Nous avons eu une réunion avec l'intercommunalité, avec le Président notamment, et nous avons convenu de la place qu'il souhaitait et que nous étions d'accord pour lui accorder. On a vu cela sur plans et aujourd'hui, à la minute où je vous parle, tout le monde est calé. Maintenant, il reste à passer à l'acte pour millimétrer, pour que l'acte puisse se réaliser, mais tout est calé.

M. PÉNAVAIRE : Avec la crèche dedans ?

M. FORCADA : Ce ne sera pas la crèche, ce sera un agrandissement du conservatoire et de l'auditorium qui étaient prévus un peu moins grands au départ. Ils souhaitent le faire dans une dimension plus appropriée au projet global. C'est la compensation pour la crèche.

M. PÉNAVAIRE : Merci.

M. FORCADA : Je vous en prie. Le dossier numéro 2, qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité**

3 - Liste des décisions du Maire prises dans le cadre de l'article L. 2122-22 du CGCT par délégation du Conseil municipal

M. FORCADA : La liste des décisions du maire :

-Convention de mise à disposition de moyens humains et matériels entre la Commune et l'Union des délégués départementaux de l'Éducation nationale pour l'organisation de l'exposition, qui est ici d'ailleurs, des panneaux créés par l'Office national des combattants et des victimes de guerre du 22 avril au 31 mai à titre gracieux.

-Renouvellement de la convention de mise à disposition d'un bien meublé au 6 rue du Château à titre précaire et gracieux jusqu'au 30 avril.

-Exercice du droit de préemption urbaine sur une parcelle sise 11 rue Lamennais, acquisition par la Commune qui permet de réaliser une réserve foncière dans le cadre du projet de requalification et de redynamisation du centre ancien, 48 m², 15 000 euros.

Pour la petite histoire, c'est un peu amusant. Ce bien, propriété d'un particulier, avait été muré il y a quelques années. Par inadvertance, forcément un petit peu amusé, ça lui a apparu un petit peu étonnant, il avait été muré par la municipalité. Je pense qu'on avait dû avoir peut-être des restes de moellons ou de briques dans la rue Lamennais et on lui a muré les portes et les fenêtres. Voilà, c'est juste un petit côté amusant. Heureusement qu'il n'y avait personne à l'intérieur.

-Un bail de location pour Madame MUNOZ, présidente de l'association du CIDFF, afin de disposer d'autres locaux. C'est un agrandissement de l'espace occupé, toujours boulevard Léon Bourgeois, moyennant un loyer de 1 761,97 euros à partir du 1er avril, pour un an renouvelable.

-Annule et remplace la décision du maire pour un bail de location au profit du pôle éducation, parentalité et scolarité de l'Aude (PEPS Aude) dans l'immeuble communal 6, 8 avenue Georges Clémenceau à compter du 1er mars 2024 et pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction, moyennant un loyer de 610 euros.

-Convention de mise à disposition d'un bien public à titre précaire entre la Commune et Madame LC pour la maison 6 rue du Château à partir du 2 mai pour une durée d'un mois.

-Convention de mise à disposition d'un local communal public à titre gracieux entre la Commune et Mutualia Alliance Santé, 9 cours de la République, à partir du mois de mai, le deuxième vendredi du mois, de 9 à 12 heures, pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

-Convention de mise à disposition d'un local au même endroit, 9 Cours de la République, entre la Commune et l'habitat Logement Méditerranée, l'agence immobilière sociale qui sera mise à disposition le troisième vendredi du mois de 9 à 12 heures et de 14 à 17 heures pour une durée d'un an renouvelable.

-Camping municipal, 4 autorisations d'occupation temporaire :

- Pour des mobile homes : Monsieur ANDRÉ Antoine jusqu'au 1er août, moyennant une redevance symbolique de 30 euros par mois ; Monsieur et Madame STINNE, même durée et même montant ; Monsieur et Madame GAITAN et Madame BORT toujours jusqu'au 1er août et 30 euros par mois.
- Pour des caravanes : Monsieur et Madame CHARLES, 20 euros par mois ; Monsieur et Madame JUMEAU, Monsieur et Madame NEILL et Monsieur et Madame THYS. Ce sont les quatre concernés également.

Voilà pour les décisions du maire.

4 - Information du Conseil municipal de la demande de protection fonctionnelle d'une élue municipale

M. FORCADA : Christine BÉNET pour le dossier suivant.

M^{me} BÉNET : Il a comme objet l'information du Conseil municipal de la demande de protection fonctionnelle d'une élue municipale. Le véhicule de Madame Sylvie DANRÉ, 7^e adjointe au maire, a été dégradé alors qu'il était stationné sur la voie publique entre le vendredi 19 et le samedi 20 avril 2024. Ces dégradations ont été constatées par celle-ci. Le samedi 20 avril au matin, à la suite de l'alerte donnée par un de ses voisins, Madame DANRÉ s'est rendue au poste de gendarmerie nationale de Lézignan-Corbières pour déposer une plainte le lundi 22 avril en matinée et a sollicité la mise en œuvre de la protection fonctionnelle de la collectivité, ainsi que la prise en charge des frais afférents.

L'article L2123-35 du CGCT dispose que le maire ou les élus municipaux, le suppléant ou ayant reçu délégation, bénéficient à l'occasion de leur fonction d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par les lois et le règlement. Il est ainsi demandé au Conseil municipal de prendre acte de la mise en œuvre de la protection fonctionnelle de Madame Sylvie DANRÉ, 7^e adjointe au maire, de la prise en charge et de la réparation qui en résultent relativement à la procédure juridictionnelle liée à cette affaire.

Mme COURRIÈRE-CALMON : Je voudrais intervenir à ce sujet au nom des élus de l'opposition municipale. Nous voulons dire notre solidarité avec Madame DANRÉ, adjointe au maire. Son véhicule a été dégradé, c'est inacceptable. Il est important que les élus soient protégés et soutenus contre les agissements d'individus malveillants et que soit utilisé l'article L. 2123-35 du CGCT, d'autant plus qu'aujourd'hui, en venant au Conseil municipal, Madame MARTINEZ a été agressée physiquement dans le quartier de l'église et a subi une tentative de vol avec violence.

M. FORCADA : Même cause, même effet, je vous invite, Madame MARTINEZ, comme je l'ai dit tout à l'heure, à demander la protection fonctionnelle que nous présenterons de la même façon et nous l'accorderons. Je vous l'ai dit aussi, il faut déposer plainte. Il faut appuyer, ne rien laisser passer et être intransigeants. Les élus sont protégés et doivent l'être. Toutes les voies que nous pouvons employer, nous les emploierons pour tous.

Le Conseil municipal prend acte

5 - Actualisation des tarifs de la Taxe Locale pour la Publicité Extérieure (TLPE) pour l'année 2025

M. FORCADA : Monsieur Michel MASUYER pour le dossier suivant, s'il vous plaît.

M. MASUYER : Vu l'article 171 de la loi 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2333-6 à L2333-16 et R2333-10 à R2333-17, vu les articles L454-39 et L454-62 du Code des impositions sur les biens et les services, vu le décret numéro 2013-206 du 11 mars 2013 relatif à la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure, vu la délibération du Conseil municipal en date du 30 juin 2010 fixant les modalités de la taxe locale pour la publicité extérieure sur le territoire communal, vu l'actualisation des tarifs maximaux applicables en 202.

Considérant que les dispositions des articles L2333-6 et suivant du Code général des collectivités territoriales concernant les modalités d'instauration et d'application par le Conseil municipal de la TLTE, considérant, conformément à l'article 171, de la loi de modernisation de l'économie du 4 août 2008, le Conseil municipal du 30 juin 2010 a délibéré pour fixer les modalités de la TLPE sur le territoire de la commune.

Considérant, conformément à l'article L2333-9 du CGCT, la Ville de Lézignan-Corbières a décidé, à compter du 1^{er} novembre 2011, de fixer les tarifs des différents dispositifs publicitaires, enseignes et pré-enseignes, à 100 % des tarifs maximaux. Les enseignes dont la somme des superficies est inférieure ou égale à 7 m² avaient été exonérées de cette taxe.

Considérant que l'article L233-12 du CGCT précise qu'à l'expiration de la période transitoire, les tarifs sont relevés chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant-dernière année, considérant que le taux de variation applicable au tarif de la TLPE pour 2025 s'élevant ainsi à +4,8 % (source INSEE), le tarif de référence pour la détermination des différents tarifs fixés à l'article L2333-9 du Code CGCT s'élèvera en 2025 à 18,60 euros au mètre carré.

Il est proposé au Conseil municipal :

- de maintenir l'exonération de plein droit des enseignes dont la superficie totale cumulée est inférieure ou égale à 7 m² ;
- d'indexer automatiquement les tarifs de la TLTE dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de l'avant-dernière année ;
- de fixer les tarifs selon les données décrites ci-dessous :

- pour les enseignes de superficie inférieure ou égale à 12 m, 18,60 euros le mètre carré ; superficie entre 12 m² et 50 m², 37,10 euros le mètre carré, superficie supérieure à 50 m, 74,20 euros le mètre carré ;
- pour les dispositifs publicitaires et pré-enseignes pour les supports non numériques : superficie inférieure ou égale à 50 m², 18,60 euros le mètre carré, superficie supérieure à 50 m², 37,10 euros le mètre carré ;
- pour les dispositifs publicitaires et pré-enseignes avec support numérique : pour la superficie inférieure ou égale à 50 m², le prix est fixé à 50,70 euros le mètre carré ; pour les toutes superficies supérieures à 50 mètres carrés, le prix est fixé à 111,20 euros le mètre carré.

-D'autoriser, Monsieur le Maire, à prendre toutes les mesures nécessaires au recouvrement de ces taxes et à la mise en œuvre de cette délibération. Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des remarques ? Une précision. Pour 2023, le montant de la TLPE recueillie est de 118 703,10 euros.

Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

6 - Convention de transmission de données entre la commune de Lézignan-Corbières et la CAF de l'Aude dans le cadre de la lutte contre l'évitement scolaire – Annexe

M. FORCADA : Dossier suivant, Madame Sabrina FITO.

M^{me} FITO : Convention de transmission de données entre la commune de Lézignan et la CAF de l'Aude dans le cadre de la lutte contre l'évitement scolaire. La convention est en annexe. Depuis la rentrée scolaire 2022, une instance départementale chargée de la prévention de l'évitement scolaire a été créée afin d'œuvrer en collaboration avec les différents services déconcentrés. Le décret du 15 février 2022 précise que son rôle est de favoriser l'échange et le croisement d'informations entre les services municipaux, les services du conseil départemental, les organismes débiteurs de prestations familiales et la Direction des services départementaux de l'Éducation nationale afin de repérer les enfants soumis à l'obligation scolaire qui ne sont pas inscrits dans un établissement d'enseignement public ou privé et qui n'ont pas fait l'objet d'une autorisation d'instruction dans leur famille.

Afin de mettre en œuvre sur le plan communal cette politique nationale, il est nécessaire que la commune passe une convention avec la Caisse d'allocations familiales de l'Aude pour notamment améliorer le suivi de l'obligation d'assiduité scolaire. Cette convention, annexée à la présente, a pour objet de définir les modalités de constitution et de transmission par la CAF à la ville des données prévues à l'article R131-10-3 du Code de l'Éducation, et de formaliser les engagements réciproques des parties. La CAF transmettra ces données à la ville une fois par an à la demande de celle-ci. La durée de la convention sera d'une année et sa reconduction se fera de manière tacite.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la convention de transmission de données entre la CAF de l'Aude et la Commune de Lézignan-Corbières dans le cadre de la lutte contre l'évitement scolaire, telle qu'annexée à la présente et d'autoriser, Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération. Il convient d'en délibérer.

M. FORCADA : Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

7 - Convention entre la commune de Lézignan-Corbières et l'INSEE relative à l'organisation de l'enquête Familles 2025 – Annexe

M. FORCADA : Point suivant, Monsieur Guy VIVÈS.

M. VIVÈS : Convention entre la commune de Lézignan-Corbières et l'INSEE relative à l'organisation de l'enquête famille 2025. Vous êtes en possession d'une annexe. Je comprends que vous l'avez lue et relue, donc je passe à la suite.

L'INSEE organise chaque année, en collaboration avec les communes, le recensement de la population. En 2025, une autre enquête sera associée au recensement de la population. Il s'agit de l'enquête famille dont l'objectif est de mieux connaître les modes de vie des familles d'aujourd'hui. Cette enquête, réalisée par l'INSEE depuis 1954, est conduite tous les dix ans afin de saisir les grandes évolutions de la société et mieux comprendre la diversité des situations familiales (familles recomposées, monoparentales, veuvages) et les modes de vie des familles (lieux de résidence des enfants de parents séparés, solidarité familiale entre générations ou

encore transmission familiale des langues parlées). Elle est menée auprès d'un échantillon de 2 000 communes environ tirées au sort sur l'ensemble du territoire. La commune de Lézignan-Corbières a été sélectionnée pour participer à l'enquête de 2025. Il est à noter que les réponses à cette enquête se feront en même temps et selon les mêmes modalités que celles du recensement de la population.

Afin de participer à cette enquête, il est nécessaire que la commune de Lézignan-Corbières passe une convention avec la Direction régionale de l'INSEE d'Occitanie dont l'objet est de décrire les opérations à réaliser dans le cadre de l'enquête famille de 2025.

Il est donc demandé au Conseil municipal d'approuver la convention entre la commune de Lézignan-Corbières et l'INSEE relative à l'organisation de l'enquête famille 2025 annexée à la présente délibération et d'autoriser Monsieur le Maire à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Merci. Des observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

8 - Avis du Conseil municipal sur le futur schéma départemental de la solidarité territoriale de l'Aude – Annexe

M. FORCADA : Dossier suivant, c'est l'avis qui vous est demandé sur le futur schéma départemental de la solidarité territoriale de l'Aude. Vous avez une annexe qui fait 45 pages, je vous exonère de la lecture pour l'instant.

Dans le cadre de la loi portant sur la nouvelle organisation de la République, dite loi NOTRe, le département s'est vu confier des compétences en matière de solidarité et de cohésion territoriale sur le territoire départemental. La loi relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et la simplification de l'action publique locale, dite loi 3DS, dispose que le département doit désormais élaborer un schéma départemental de la solidarité territoriale. Ce schéma définit, pour une durée de six ans, un programme d'action destiné à permettre, dans les domaines de compétences du département, un développement équilibré du territoire départemental afin de faciliter l'accès aux services et équipements de proximité. Ce nouveau schéma sera présenté à l'assemblée départementale le 20 juin prochain. Comme prévu par la loi, il est soumis en amont, pour avis, au conseil régional, aux organes délibérants des communes et des établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre situés sur le territoire départemental.

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable ou non favorable relatif au projet de ce schéma départemental de la solidarité territoriale de l'Aude, tel qu'il est annexé à la présente. Il convient d'en délibérer.

Est-ce que vous avez des remarques ? Je vous demande ceux qui sont défavorables. Pas d'abstention non plus, donc favorable à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Donne un avis favorable à l'unanimité sans observation**

9 - Aides à l'économie. Soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville

M. FORCADA : Christine BÉNET pour le suivant.

M^{me} BÉNET : Aide à l'économie, soutien à l'installation pérenne d'entreprises commerciales ou artisanales en centre-ville.

[M. DENARD, intéressé à l'affaire, ne participe pas aux débats et sort de la salle]

M. FORCADA : Monsieur DENARD est sorti, je vous remercie.

M^{me} BÉNET : Cette aide a pris la forme d'une subvention individuelle d'un montant total plafonné à 3 000 euros. La première partie, 1 500 euros, est versée au bout de six mois d'exercice effectif de l'activité et la seconde, les 1 500 euros restants, après 12 mois.

La Commission municipale, qui s'est réunie le 7 mai 2024, a examiné les dossiers suivants, demande de premier versement :

- Villas Bâtiments Conception, avenue Maréchal Foch, société de maîtrise gérée par Monsieur Paul Ledogar, le dossier est réputé complet.
- Lézi'pizz, Cours de la République, Pizzeria, gérée par Monsieur Romain Engels, le dossier est réputé complet.
- Biboutique, rue Guynemer, commerce de vêtements d'enfants géré par Madame Anaïs Condamias, le dossier est réputé complet. Cependant, cette boutique ferme le 31 mai de cette année.
- My Réseau Immo, cour de Lapeyrouse, agence Immobilière, gérée par Madame Amélie Doublet, l'article 3 du règlement concernant les aides à l'installation exclut les agences immobilières.
- Villa Eugénie, 6 rue du 24 février, location de logement de courte durée gérée par Madame Delphine Maldonado, l'activité ne correspond pas aux critères du règlement.

Nous avons eu des demandes de second versement et solde. L'attribution de cette première partie a été approuvée par une délibération 2023-2044 du Conseil municipal du 27 septembre 2023 à :

- Speed Queen Laverie, avenue Wilson, laverie automatique, le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide.
- Maz Concept Store, cour de la République, le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide.
- GTL Digital, cour de la République, le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide.

La Commission municipale, qui s'est réunie le 7 mai 2024, a émis des avis favorables sur le versement de la première partie pour :

- Villa Bâtiments Conceptions de Monsieur Paul Ledogar, le dossier est réputé complet.
- Lézi'pizz, cour de la République, Pizzeria, gérée par Monsieur Romain Engels, le dossier est réputé complet.

Un avis défavorable pour :

- Biboutique, rue Guynemer, parce qu'elle ferme le 31 mai 2024 ;
- My Réseau Immo, cour de Lapeyrouse, parce que l'article numéro 3 du règlement concernant les aides à l'installation exclut les agences immobilières ;
- Villa Eugénie, l'activité ne correspond pas aux critères du règlement.

Pour les versements de la seconde partie et solde :

- Speed Queen Laverie, le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide ;
- Maz Concept Store, le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide ;

- GTL Digital, le commerce remplit les conditions d'attribution du solde de l'aide.

Il est proposé au conseil municipal d'approuver la proposition de la Commission municipale telle que détaillée ci-dessus, de verser les subventions sur l'exercice budgétaire 2024 sous conditions prévues par les délibérations susvisées selon les crédits inscrits au compte 2422 opération 252 du budget principal 2024, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

M. FORCADA : Des observations ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

Monsieur DENARD peut revenir, s'il vous plaît.

10 - Décision modificative n° 1 – Budget annexe Eau potable

M. FORCADA : Le dossier suivant, c'est une décision modificative relative au Budget annexe Eau potable pour le réajustement de crédit afin de corriger le résultat d'investissement, faisant apparaître le besoin à couvrir au travers du compte 1068, réajustement fixé à 19 289,43 euros. Vous avez vu le tableau synthétique. C'est comme d'habitude. Au global, ces écritures réelles et d'ordre sont équilibrées, section par section et en totalité, tant en dépenses qu'en recettes. Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédit et des virements de crédit, il est demandé au Conseil d'approuver la décision modificative numéro 1 du Budget Eau potable pour l'exercice 2024 et de m'autoriser à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie, adopté à l'unanimité.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

11 - Décision modificative n° 1 – Budget annexe Assainissement

M. FORCADA : Le deuxième est à l'identique concernant le Budget annexe Assainissement qui correspond à un réajustement de crédit afin de soustraire l'engagement non soldé de 2023 de la section d'investissement dans l'affectation du résultat de l'exercice 2023, réajustement fixé à un montant de 40 394,82 euros. Il y a lieu de procéder à des ouvertures de crédit et à des virements de crédit.

Il est demandé au Conseil municipal d'approuver la décision modificative numéro 1 du budget assainissement pour l'exercice 2024 et de m'autoriser à accomplir toutes les formalités nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

12 - Adhésion au groupe Agence France Locale et engagement de garantie à première demande

M. FORCADA : Dossier numéro 12, adhésion au groupe Agence France locale et engagement de garantie à première demande.

Il est demandé au Conseil municipal :

-D'approuver la souscription d'une participation au capital de l'Agence France Locale Société Territoriale d'un montant global de 84 800 euros de la commune de Lézignan-Corbières établi sur la base des comptes de l'exercice en incluant le budget principal, en excluant les budgets annexes suivants : oui (Eau potable et Assainissement), en incluant les budgets annexes suivants : non (Eau potable et Assainissement), encours de dette (2023) : 9 415 719 euros.

-De constater l'inscription de la dépense correspondant au paiement de l'ACT au chapitre 26 section investissement du budget de la commune de Lézignan-Corbières 2024.

-De m'autoriser à procéder au paiement de cette participation au capital de l'Agence France Locale Société Territoriale selon les modalités suivantes, paiement en 3 fois : année 2024, 28 300 euros ; année 2025, 28 300 euros ; année 2026, le troisième tiers, 28 200 euros.

-De m'autoriser à signer le contrat de séquestre si ce compte devait être ouvert pour le versement des tranches d'apport en capital.

-De m'autoriser à signer l'acte d'adhésion au pacte d'actionnaires.

-De m'autoriser à prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de la commune de Lézignan-Corbières à l'Agence France Locale Société Territoriale.

-De me désigner, en sa qualité de Maire, et Ivan IFCIC, en sa qualité de Directeur Général des Services, en tant que représentants titulaire et suppléant de la commune de Lézignan-Corbières à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale Société Territoriale.

-D'autoriser le représentant titulaire de la commune de Lézignan-Corbières ou son suppléant à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (conseil d'Administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, conseil de surveillance, conseil d'orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions.

-D'octroyer une garantie autonome à première demande de la commune de Lézignan-Corbières dans Les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale :

- le montant maximal de la garantie pouvant être consenti pour l'année 2024 est égal au montant maximal des emprunts que la commune de Lézignan-Corbières est autorisée à souscrire pendant l'année 2024 ;
- la durée maximale de la garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenus par la commune de Lézignan-Corbières pendant l'année 2024 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours ;
- la garantie peut être appelée par chaque bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs bénéficiaires ou par la Société Territoriale :
 - si la garantie est appelée, la commune de Lézignan-Corbières s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de cinq jours ouvrés ;

- le nombre de garanties octroyées par le Maire au titre de l'année 2024 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et sous réserve que le montant maximal de chaque garantie soit égal au montant tel qu'il figure dans l'engagement de garantie.

-De m'autoriser ou mon représentant, pendant l'année 2024, à signer le ou les engagements de garantie pris par la commune de Lézignan-Corbières, dans les conditions définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la garantie et figurant en annexe.

-De m'autoriser à prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par la commune de Lézignan-Corbières aux créanciers de l'Agence France Locale bénéficiaires des garanties et d'engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents ;

-De m'autoriser à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Vous avez les annexes où les motifs sont exposés. Est-ce que cela appelle pour vous des remarques, Messieurs, Dames ?

M. PÉNAVAIRE : Cette délibération me rend perplexe. Il faut avouer, le ressenti qu'on en a, c'est que nous n'avons pas suffisamment de renseignements sur cette délibération qui demande quand même une dépense de 28 300 euros par an. Au moins, faut-il faire des emprunts qui permettent de rembourser cette somme payable sur trois ans. Dans trois ans, c'est la prochaine mandature. Je souhaite très fortement que ce ne soit plus vous qui soyez maire.

M. FORCADA : Ce n'est pas la période des vœux.

M. PÉNAVAIRE : Oui, mais je me permets quand même de le dire parce que c'est un souhait. Cela nous rend perplexe. Vu les explications que vous donnez, je ne vois pas comment on pourrait voter une pareille délibération. Peut-être allez-vous nous donner des informations complémentaires, en particulier sur les emprunts que vous allez contracter, puisque nous savons que vous avez 2 millions d'euros d'emprunts à faire. On pense que c'est pour faire cela, mais y a-t-il d'autres choses en préparation ? Merci.

M. FORCADA : Merci pour votre intervention. C'est toujours agréable. Vous ne connaissez peut-être pas l'agence en question, la banque en question. Vous la connaissez ou pas ? Vous ne la connaissez pas. C'est la banque des collectivités. Ce n'est pas autre chose. Ce n'est pas une banque privée, c'est une banque des collectivités. Maintes collectivités sont « clientes » de la banque et actionnaires puisqu'on devient actionnaire obligatoirement. Sinon, on ne peut pas souscrire ou solliciter leurs services. Elle permet aux collectivités, donc la nôtre, d'avoir une ouverture avec un potentiel d'appels d'offres pour les emprunts que nous réalisons et que d'autres seront amenés à réaliser dans les années à venir, au taux du marché, majoré puisqu'il faut bien qu'il y ait une marge.

Par rapport à la concurrence sur le marché financier, vous ne le savez peut-être pas, peu de banques sont aujourd'hui ouvertes aux collectivités, et pour les encours que nous portons, dans les banques, on se fixe toujours un plafond. Même si nous sommes très bien avec le banquier local, si tout se passe bien, quand il atteint le plafond, il ne vous donnera pas un sou de plus. La période ne se prête pas pour faire des paris sur l'avenir.

Pour une collectivité, une entreprise publique qui investit, c'est pour l'avenir. On a besoin de fonds. Si vous n'avez pas en face de vous la possibilité de recourir à l'emprunt parce que vous n'aurez pas de partenaires qui viendront abonder dans le sens que vous le souhaitez. Donc on se doit de rechercher, en dehors des partenaires privés que sont toutes les autres banques, même si certaines sont détenues par des particuliers et uniquement, les mutualistes, elles ont les mêmes conditions de fonctionnement et les mêmes façons d'opérer, sauf que pour une banque qui est exclusivement au bénéfice des collectivités, nous nous offrons la possibilité de recourir justement à cette diversité d'offres, pour avoir une capacité d'emprunt.

Si demain on avait plus de capacités, je vous fais grâce de ce qui pourrait advenir des collectivités, quelles qu'elles soient. On serait réduit à ne pas investir ou très peu, sur les deniers propres, mais les deniers propres, ce n'est pas une façon de gérer une entreprise, qu'elle soit publique ou privée. Pour gérer en bon père de famille, il faut emprunter sur la durée de l'investissement. Quand on fait un investissement sur le foncier, on emprunte sur 20 ans, voire 30 ans, et certaines collectivités font même de gros emprunts sur 40 ans. Donc si on veut avoir cette facilité et ces opportunités d'avoir des partenaires au pluriel, il faut rentrer au capital de l'Agence France locale, qui est une collectivité aussi, en quelque sorte.

On n'y rentre pas n'importe comment puisque nous avons une cotation. Le banquier, quand il veut faire un prêt à quelqu'un, il regarde la qualité de la signature ; et c'est ce qui nous permet d'avoir une entrée qui n'est pas excessive et qui permet d'être récupérée sur les cinq ans à venir. Voilà pour les explications que vous pouvez ne pas apprécier, mais vous en avez tout à fait le droit. Pas d'autres remarques ?

Mme ARNAUD : Je vous ai bien compris, mais si c'est si bien, pourquoi dans le Département de l'Aude, il n'y a que trois villages, deux de 500 habitants et un de 1 000 habitants, Leuc, Alairac, Rustiques et le signataire qui ont contracté avec cette banque. Dans le département de l'Aude, finalement, il n'y aura que Lézignan-Corbières et trois villages avec 500 habitants et 1 000 habitants, cela me paraît un peu bizarre parce que c'est l'argent de la commune et l'argent de tout le monde.

M. FORCADA : Pour avoir une appréciation plus juste, il faut élargir votre périmètre. Il n'y a pas que l'Aude qui existe en France. Il y a quelques autres départements et vous avez des métropoles comme Lyon, Bordeaux, qui sont aussi actionnaires de cet établissement collectif.

Mme ARNAUD : Je comprends qu'il n'y aura pas que Lézignan et Rustiques.

M. FORCADA : Cela prouve que quelques petits villages – sans être péjoratifs dans le qualificatif de petits – s'intéressent au devenir de leur territoire et font aussi la même démarche que Lézignan.

Mme ARNAUD : Ils n'engagent pas grand-chose...

M. FORCADA : Je pense que les villages « qui n'engagent pas grand-chose » comme vous dites, engagent leur avenir à la mesure de leur niveau de possibilité. C'est une bonne mesure pour ces villages-là et je rends hommage aux maires qui ont fait ce choix avec leurs conseils municipaux. Au moins, ils sont éclairés dans leur jugement et ils prennent les dispositions nécessaires pour que l'avenir soit, je ne dis pas assuré, mais le plus certain possible. Je vais passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré**
Approuve à la majorité par 22 voix pour (de M. Gérard FORCADA, Mme Christine BÉNET, M. William COMBES, Mme Dominique JOLIS-PAILHIEZ, M. Guy VIVÈS, Mme Bérengère LÉCÉA, M. Michel MASUYER, Mme Sylvie DANRÉ, M. Alain-Marc GARCIA, Mme Sabrina FITO, M. Dominique JOLIS, M. Daniel LARRIGOLE, M. Jean-Paul PUJOL, M. Jean-Claude LAVAUD, Mme Martine JAFFUS, M. Thierry CAUMEIL, M. Didier JULIAN, Mme Virginie JULIAN, Mme Mireille SANTINI du groupe « Un autre Lézignan, oui c'est possible », de Mme Valérie FERRET, M. Fabrice CASTELEYN, Mme Ginette BARRAU-FERRET Sans étiquette), 3 voix contre (de M. Rémi PÉNAVAIRE, Mme Sophie COURRIÈRE-CALMON, Mme Béatrice ARNAUD du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan ») et 6 abstentions (de M. Bernard FUMET et Mme Sylvie FUMET du groupe « Lézignanais de cœur », de M. Freddy NOLOT, M. Thierry DENARD, Mme Françoise BAROUSSE, Mme Marie-Claude MARTINEZ du groupe « Expérience et progrès pour Lézignan »)

13 - Subventions annuelles aux associations 2024

M. FORCADA : Les subventions liées aux associations. Il y en a 41, je crois. Certains d'entre vous sont concernés. Je pense qu'au fur et à mesure où on procède la lecture de la totalité, on fait un vote global ou on le fait un par un.

Est-ce qu'il y en a qui sont concernés par certaines associations dans la salle ? Je vais faire par groupe, si vous voulez. Je vais prendre les cinq premières :

- ACCA Chasse, 1 500 euros ;
- Cinemaude, 15 000 euros ;
- Ciné-Club Le Palace, 500 euros ;
- Déficients visuels, 150 euros ;
- Espace Gibert, 40 000 euros.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (31 votants)**

Personne n'est concerné. S'il n'y a pas de remarques, je passe au vote de ces cinq. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie.

- Association Sportive Automobile Corbières, 5 000 euros ;
- Espace Chorégraphique de Danse, 900 euros ;
- FCL Les Meuniers, 500 euros ;
- Lézi en fêtes, 1 200 euros ;
- La ligue contre le Cancer, 700 euros.

[Mme Sabrina FITO, Mme Mireille SANTINI et M. Freddy NOLOT, intéressés à ces affaires, ne participent ni aux débats ni au vote et sortent de la salle]

S'il n'y a pas de remarques, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté. Je vous remercie. Vous pouvez revenir. Désolé, mais on est obligé de faire respecter l'ordre.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (27 votants)**

- Inner Wheel Lézignan, 300 euros ;
- Outil en main, 300 euros ;
- Plaisir de peindre, 300 euros ;
- Prévention routière de l'Aude, 300 euros ;
- Promaude, 32 000 euros.

Est-ce qu'il y en a également dans ces cas-là ? Non. S'il n'y a pas de remarques, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté également.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (31 votants)**

- Société de Tir La Patriote, 3 500 euros ;
- Union Footballistique Lezignanaise (UFL), 22 000 euros, ils sont en finale ;
- Maison des Jeunes et la Culture, 125 000 euros ;
- FCL, 150 000 euros ;
- AMI, 66 000 euros.

Si personne n'est concerné, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (31 votants)**

- Association USEP École Frédéric Mistral, 4 000 euros ;
- Association Petits Musclés Françoise Dolto, 992 euros ;
- BTP CFA Languedoc-Roussillon, 600 euros ;
- Initiative Solidarité Insertion S (ISIS), 500 euros ;
- Club de loisirs du Moulin, 800 euros.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (31 votants)**

- Club Les Jonquilles, 1 000 euros ;
- Comité des anciens combattants et VI, 500 euros ;
- Coopérative scolaire École Daudet, 1 248 euros ;
- Croix Rouge Française Lézignanaise, 800 euros ;
- FNACA, 500 euros ;
- Jardinaude Association club Lézignanais, 300 euros.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté, merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (31 votants)**

- MP2 Environnement, 5 000 euros ;
- Coopérative scolaire École Marie Curie, 1 496 euros ;
- LEZI Basket, 1 500 euros ;
- Entente bouliste, 800 euros ;
- Atelier danse et gym, 900 euros.

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Merci.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (31 votants)**

- Secours Catholique, 800 euros ;
- Randonneurs Lézignanais Vélo Club, 750 euros ;
- SNEMM, 200 euros ;
- Amicale de la police municipale, 500 euros ;
- Taekwondo Main Ho Association, 800 euros.

[Mme Mireille SANTINI et M. Daniel LARRIGOLE, intéressés à ces affaires, ne participent ni aux débats ni au vote et sortent de la salle]

Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité également.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (29 votants)**

Je vous remercie grandement pour toutes ces associations, extrêmement utiles, qui font vivre et animer nos territoires. Merci. Vous pouvez rentrer.

14 - Subvention exceptionnelle à l'association du collège Rosa Parks

M. FORCADA : Toujours dans le cadre des subventions, mais celle-ci exceptionnelle puisque ce n'est pas une subvention annuelle. C'est pour l'accomplissement des missions d'intérêts générales présentant un intérêt local que les associations loi 1901 qui œuvrent dans le domaine social, culturel ou sportif peuvent, en tant qu'organisme non lucratif, recevoir des aides de la commune.

La commune a fait l'objet d'une sollicitation par deux enseignants (une enseignante de l'école Marie Curie et une autre du collège Rosa Parks) afin d'amener 40 élèves et 8 accompagnants à Paris pour participer au concert AMOPA (Association des Membres de l'Ordre des Palmes Académiques) qui se déroulera le 8 juin 2024, au cours duquel ils présenteront un spectacle. Vous aurez d'ailleurs la primeur de ce spectacle dans quelques jours ici, à Lézignan.

La durée du séjour est de 4 jours soit du 7 juin 2024 au 10 juin 2024. Le reste du temps passé dans la capitale donnera la possibilité aux élèves de découvrir des lieux emblématiques et d'enrichir leurs perceptions artistiques et culturelles. L'objectif est de participer financièrement aux frais de transport, de nourriture et d'hébergements. L'aide financière sollicitée pour ce projet revêt de nombreux objectifs pédagogiques et valorisera la formation des élèves de notre commune. L'association participera bien au développement d'actions d'intérêt local.

Considérant que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours, il est proposé au Conseil municipal :

- d'apporter un soutien financier à ce projet ;

- de fixer le montant de la subvention à 3 700 euros, attribuée à l'Association du collège Rosa Parks, support de ce projet ;
- de m'autoriser à signer tous les documents relatifs à ce dossier et à en assurer l'exécution.

Je vous engage à venir voir le spectacle qui sera donné en primeur. S'il n'y a pas d'observation, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (31 votants)**

15 - Prime de pouvoir d'achat exceptionnelle – 2024

M. FORCADA : Le 15^e dossier concerne tout le personnel, la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour 2024.

Considérant la possibilité accordée aux collectivités territoriales de mettre en place une prime à titre exceptionnel, considérant que le montant de cette prime est modulable en fonction du niveau de rémunération des agents publics dans le respect des plafonds définis réglementairement considérant que les crédits correspondants sont inscrits au budget, il est rappelé à l'assemblée délibérante que les collectivités territoriales peuvent instituer une prime de pouvoir d'achat forfaitaire au bénéfice des agents publics de la fonction publique territoriale. Je propose de soutenir le pouvoir d'achat des agents de la collectivité en instaurant une prime exceptionnelle. Pour être éligibles à la prime, les agents (titulaires, stagiaires et contractuels de droit public) doivent remplir plusieurs conditions cumulatives :

- avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1er janvier 2023 ;
- être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000 euros sur la période du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023, sachant que la garantie individuelle de pouvoir d'achat (GTPA) et la rémunération issue des heures supplémentaires défiscalisées ne sont pas à prendre en compte.

L'assemblée délibérante détermine les montants de la prime alloués aux agents, sans toutefois pouvoir dépasser les plafonds fixés en fonction d'un barème identique à celui qui s'applique à l'État et aux employeurs hospitaliers. Le montant maximum versé individuellement peut osciller entre 300 et 800 euros bruts. Dans le respect de la réglementation, il est proposé de réduire le montant de la prime individuelle à proportion de 40 % du plafond maximum déterminé par le décret en fonction des tranches de rémunération brute perçue par les agents sur la période de référence. La prime de pouvoir d'achat exceptionnelle sera versée aux agents qui remplissent les conditions réglementaires selon le barème suivant :

- inférieure ou égale à 23 700 euros, 480 euros ;
- inférieure ou égale à 27 300 euros, 420 euros ;
- inférieure ou égale à 29 160 euros, 360 euros ;
- inférieure ou égale à 30 840 euros, 300 euros ;
- inférieure ou égale à 32 280 euros, 240 euros ;
- inférieure ou égale à 33 600 euros, 210 euros ;
- inférieure ou égale à 39 000 euros, 180 euros.

Le montant de la prime sera réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023. Cette prime sera versée en un versement unique avant le 30 juin 2024. L'attribution de la prime exceptionnelle à chaque agent fera l'objet d'un arrêté individuel conformément aux modalités d'attribution définies par la présente délibération. Il est ainsi demandé au Conseil municipal :

- d'approuver la mise en place de la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle ;

-d'autoriser le versement exceptionnel au mois de juin 2024 d'une prime individuelle dans le respect des montants déterminés.

Vous avez des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Je vous remercie et je remercie l'ensemble du conseil municipal d'avoir été unanime.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (31 votants)**

16 - Créations d'emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier et à un accroissement temporaire d'activité – Exercice 2024

M. FORCADA : La dernière, c'est la création d'emplois non permanents pour faire face à des besoins liés à un accroissement saisonnier – c'est habituel, chaque année, on a la même délibération – liée à un accroissement temporaire d'activité pour cet exercice en cours.

En plus des besoins définis et délibérés le 8 décembre 2023, les emplois non permanents occupés par des agents recrutés sous contrat à durée déterminée sont les suivants :

-Pour les saisonniers : au maximum 4 mensualités dans le grade adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C.

-Pour les accroissements temporaires d'activités : au maximum 2 ETP dans le grade adjoint administratif relevant de la catégorie hiérarchique C.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l'indice du grade de recrutement. En conséquence, il est demandé au conseil municipal :

-d'autoriser pour l'année 2024, dans la limite des crédits prévus à cet effet, la création des emplois non permanents décrits ci-dessus ;

-de valider l'inscription au budget, au chapitre 012, des crédits nécessaires à la réalisation de cette délibération ;

-de m'autoriser à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Des remarques ? Je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, je vous remercie.

**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité (31 votants)**

Avant de terminer, en plus de la séance, je vous invite, chers membres du Conseil municipal, à participer le 15 juin 2024 à 11 heures, ici même au Palais des Fêtes, avenue Foch, à la réception des personnes qui résident sur notre territoire pour les nouveaux arrivants depuis 2020. 2020, 2021 et 2022, c'était plus que compliqué avec la période Covid. Cela nous a fait une interruption, donc nous avons invité les nouveaux arrivants pour échanger, leur montrer notre ville, notre territoire. Nous pourrions participer avec eux à boire le verre de l'amitié. Vous êtes invités, Mesdames, Messieurs, les Conseillers. Merci, séance terminée.

Monsieur le Maire lève la séance à 19 h 04 minutes.

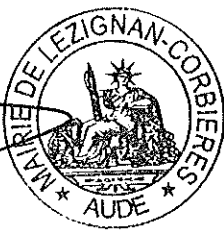
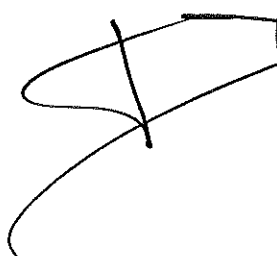
**Sur présentation de son rapporteur,
Le Conseil Municipal après en avoir délibéré
Approuve à l'unanimité sans observation**

Procès-verbal établi et clos le 25 juin 2024.

Et ont les membres présents signé après lecture ainsi que M. le Président,

Pour extrait certifié conforme :

Le Maire,
Gérard FORCADA



La secrétaire de séance,
Bérengère LÉCÉA

